



Elections européennes

Cette élection européenne est, de nouveau, marquée par une abstention record de 50%. Si certains se réjouissent d'une meilleure participation qu'en 2014, ce qui est vrai, comment pouvons-nous considérer que notre démocratie est en bonne santé lorsqu'un électeur sur deux décide de ne pas y participer ?

Cette élection confirme également l'effondrement des partis qui ont gouverné le pays depuis 40 ans. A force de renvoyer la faute à l'Union européenne et de mener des politiques contre les peuples, ils sont sanctionnés.

Pour notre pays, nous assistons à la bipolarisation installée par le Président Macron, ne voulant affronter que l'extrême droite plutôt que de répondre aux revendications portées dans les luttes sociales. Cette démarche est dangereuse et irresponsable, rendant cette alternative potentiellement crédible, car purement électoraliste : ce qui est indispensable c'est de répondre aux urgences sociales et climatiques.

Le parlement européen issu de ces élections conserve une majorité conservatrice et libérale. Il est donc nécessaire pour les travailleuses et travailleurs d'Europe d'engager des luttes communes pour s'opposer au dumping social et à la mise en concurrence des salariés.

Le 52ème congrès de la CGT a réaffirmé qu'il ne peut y avoir de politique environnementale concrète sans politique sociale, qu'il est nécessaire de faire évoluer nos modes de production pour répondre aux besoins des populations. D'ores et déjà, de nombreuses luttes sont engagées et la CGT appelle à rejoindre la manifestation pour unir les travailleurs dans le monde le 17 juin prochain à Genève, lors du centenaire de l'OIT.

Montreuil, le 28 mai 2019